

TABLE DES MATIÈRES

TITRE

Demande de soumissions EN891-151438/B émise pour la provision de services d'encaissement de paiements à l'appui du Receveur général du Canada.

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - en période de soumission
5. Lois applicables
6. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES FINANCIÈRES

1. Capacité financière

Liste des pièces jointes :

Pièce jointe 1 de la Partie 3, Barème de prix

Pièce jointe 1 de la Partie 4, Critères techniques

Pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Responsables

***Avis à l'intention du soumissionnaire:** Si le soumissionnaire retenu a fourni selon l'article 3 de la Partie 2 de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), le texte intégral de la clause A3025C (2013-03-21) du Guide des CCUA, Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires, fera partie du contrat subséquent à titre d'article 6, et les articles ci-dessous seront renuméroter en conséquence.*

5. Paiement
6. Instructions relatives à la facturation
7. Attestations
8. Lois applicables
9. Ordre de priorité des documents
10. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
11. Assurance

Liste des annexes :

Annexe A Énoncé des travaux
Annexe B Base de paiement

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient sept (7) parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences financières: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les pièces jointes comprennent : le barème de prix, les critères techniques, les attestations préalables à l'attribution du contrat.

Les annexes comprennent: l'énoncé des travaux et la base de paiement.

2. Sommaire

2.1 Travaux publics et Services Gouvernementaux du Canada pour le compte du Receveur général du Canada (RG) regarde à établir jusqu'à trois (3) contrats par bureau donné auprès des institutions financières pour les services d'encaissement de paiements (auparavant appelé facilités d'encaissement de chèques (FEC)), tel que défini dans l'Énoncé des travaux à l'Annexe A. La période du contrat sera du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2019, avec une option irrévocable permettant de prolonger la durée d'au plus de deux (2) périodes d'une année chacune et d'une période de transition de quatre (4) mois aux prix prévus à la dernière année du contrat sous les mêmes termes et conditions.

La portée de l'Énoncé des travaux est de fournir un service de traitement de commandes d'espèces de grande valeur ainsi que le service d'émission de traites bancaires selon l'emplacement de bureaux des ministères et organismes fédéraux spécifiés. Ces services seraient offerts par les succursales de l'institution financière de l'entrepreneur se trouvant dans une proximité des bureaux des ministères et organismes fédéraux qui nécessitent ces services.

Ces types de services seraient disponibles à seulement ces trois (3) ministères fédéraux : (1) le Ministère de la Défense Nationale (MDN), (2) la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et (3) Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

D'un commun accord entre l'entrepreneur et le chargé de projet, l'autorité contractante se réserve le droit de modifier le contrat afin d'inclure des ministères et / ou des bureaux ministériels additionnels, si requis. TPSGC ne renonce pas à son droit de demander une soumission concurrentielle pour servir ces ministères et / ou bureau additionnels.

2.2 Le contrat subséquent ne doit pas être utilisé pour les livraisons à effectuer dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale. Toutes les livraisons à effectuer dans cette région doivent être traitées distinctement.

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de la demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent vingt (120) jours civils.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissions transmises à TPSGC par courrier électronique ne seront pas acceptées.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat.

Définitions

Aux fins de cette clause,

“ancien fonctionnaire” signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, c. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être:

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du

paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension dans la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant:

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Si la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information ne sont pas fournies dans ou avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à [l'Avis sur la Politique des marchés:2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Si la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information ne sont pas fournies dans ou avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux

exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande des soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

6. Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

Section I : Soumission technique (4 copies papier);
Section II : Soumission financière (2 copies papier);
Section III: Attestations (1 copie papier); et
Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier).

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm); et
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](#).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La Partie 4, Procédures d'évaluation, comprend d'autres instructions que les soumissionnaires devraient considérer au moment de préparer leur soumission technique.

Section II : soumission financière

1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.2 Les soumissionnaires doivent soumettre leur prix et leur taux, FAB destination; les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu; et les taxes applicables exclues.

1.3 Au moment de préparer leur soumission financière, les soumissionnaires devraient examiner la base de paiement à l'annexe *B* et la clause 1.2, Évaluation financière, figurant à la Partie 4.

1.4 Les soumissionnaires devraient inclure l'information suivante dans leur soumission financière:

1. leur appellation légale;
2. leur numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA); et
3. Le nom de la personne-ressource (y compris son adresse postale, ses numéros de téléphone et télécopieur, et son adresse courriel) autorisée par le soumissionnaire à entrer en communications avec le Canada relativement:
 - à leur soumission; et
 - à tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission.

1.5 Clauses du Guide des CCUA

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les soumissionnaires devraient inclure dans la Section III de leur soumission les attestations exigées à la Partie 5 et, s'il y a lieu, toute documentation connexe.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Dans la Section IV de leur soumission, les soumissionnaires devraient inclure:

- ☐ pour l'article 3, Ancien fonctionnaire, de la Partie 2: la réponse requise pour chacune des questions et, s'il y a lieu, l'information requise.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3

BARÈME DE PRIX

Le soumissionnaire doit compléter ce barème de prix et l'inclure dans sa soumission financière.

Le soumissionnaire doit remplir le présent barème de prix et le joindre ensuite à sa soumission financière. Dans le barème, le soumissionnaire doit indiquer l'adresse de la succursale d'une institution financière (IF) à proximité de chaque bureau ministériel pour lequel il souhaite présenter une soumission, ainsi que les frais fermes tout compris (en dollars canadiens) par période contractuelle indiquée ci-après. Il peut choisir les bureaux ministériels pour lesquels il souhaite présenter une soumission; cette dernière n'a pas besoin de viser l'ensemble des bureaux pour être jugée recevable.

Les prévisions sont indiquées à l'*appendice 4 de l'annexe A – Prévvision des montants et des volumes de commandes d'espèces et de traites bancaires pour les périodes de contrat et d'option*. Toute prévision figurant à l'appendice 4 de l'annexe A ne représente toutefois qu'une approximation des besoins, laquelle ne constitue pas une garantie contractuelle.

Voici les seules catégories de frais qui peuvent être proposées :

- A. Frais associés aux commandes d'espèces;
- B. Frais associés à l'émission des traites bancaires.

Le soumissionnaire peut également proposer des frais de transaction fermes tout compris relativement à la récupération de commandes d'espèces, conformément aux exigences énoncées à la section 2.1.3.1, « Autre service : récupération des commandes d'espèces », de l'énoncé des travaux. Le receveur général (RG) a la pleine liberté de décider si on fera appel ou non à ce service facultatif et, le cas échéant, pour quels bureaux ministériels. Il est possible que les bureaux ministériels aient recours aux centres de distribution ainsi qu'aux succursales normales d'une IF afin de procéder à la récupération d'une commande d'espèces, c'est-à-dire que les commandes de moindre importance pourraient être traitées par l'intermédiaire d'une succursale bancaire, tandis que les commandes importantes seraient récupérées à une succursale ou à un centre de distribution défini.

Remarque : Les frais susmentionnés doivent permettre au soumissionnaire de couvrir tous les autres coûts qu'il engage.

A. Frais associés aux commandes d'espèces

Frais fermes tout compris par tranche de 1 000 \$ d'espèces commandées par le bureau ministériel. Ces frais tout compris doivent tenir compte de tous les traitements nécessaires à chaque commande d'espèces.

Par exemple, supposons que le soumissionnaire indique dans sa soumission financière des frais fermes tout compris de 0,50 \$ par tranche de 1 000 \$ et que le bureau ministériel passe une commande d'espèces de 100 000 \$. Le soumissionnaire recevrait ainsi 50 \$ ($100 \times 0,50$ \$) pour le traitement de cette commande.

Les soumissionnaires doivent préciser l'adresse de la succursale d'IF qu'ils proposent pour servir chaque bureau ministériel, ainsi que les frais de transaction fermes tout compris par bureau et par période contractuelle.

Prenez note que le délai d'envoi de référence de l'avis préalable est de quarante-huit (48) heures (jours ouvrables) dans chaque bureau, conformément à la section 2.1.3, « Commandes d'espèces de grande valeur », de l'énoncé des travaux. Toutefois, dans l'éventualité où le soumissionnaire a besoin d'un délai plus court ou plus long dans certaines succursales précises, il devra l'indiquer pour chaque bureau ministériel visé.

Remarque : On peut trouver les adresses de chaque bureau ministériel indiqué ci-dessous à l'appendice 2 de l'annexe A – Bureaux ministériels.

I. Bureaux et bases du ministère de la Défense nationale (MDN) :

	Bureau ou base	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1	BFC Calgary (Centre d'entraînement SOFT Wainwright)						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
2	BFC Cold Lake						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
3	BFC Edmonton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
4	BFC Comox						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
5	Forces maritimes du Pacifique (QG)						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
6	BFC Shilo						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
7	BFC Winnipeg						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
8	BFC Gagetown						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
9	SFC St. John's						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
10	BFC Greenwood						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
11	Forces maritimes de l'Atlantique (QG)						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
12	QGDN Yellowknife						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
13	BFC Trenton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

14	BFC Borden						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
15	BFC North Bay						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
16	COMFOSCAN (Dwyer Hill)						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
17	USFC Ottawa						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
18	BFC Kingston						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
19	BFC Petawawa						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
20	Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
21	BFC Bagotville						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
22	BFC Valcartier						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
23	BFC St-Jean						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

II. Bureaux de la Gendarmerie royale du Canada (GRC)

	Bureau	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1	Surrey						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
2	Vancouver						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
3	Fredericton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
4	Halifax						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
5	Cornwall						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
6	Kitchener						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

7	London						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
8	Markham						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
9	Milton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
10	Newmarket						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
11	Sault Ste. Marie						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
12	Toronto						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
13	Vanier						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
14	Stoney Creek						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
15	Montréal						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
16	Regina						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

III. Bureaux de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) :

	Bureau	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1	Calgary						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
2	Vancouver						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
3	Winnipeg						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
4	Halifax						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
5	Cornwall						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
6	Lansdowne						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

7	Mississauga						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
8	Niagara Falls						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
9	Ottawa						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
10	Windsor						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
11	Montréal						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
12	Regina						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

B. Frais associés à l'émission des traites bancaires

Frais de transaction fermes tout compris par traite bancaire commandée par un bureau de la GRC, indépendamment du montant de la traite. Ces frais tout compris doivent tenir compte de tous les traitements nécessaires à chaque traite bancaire.

Les soumissionnaires doivent préciser l'adresse de la succursale d'IF qu'ils proposent pour servir chaque bureau ministériel, ainsi que les frais de transaction fermes tout compris par bureau et par période contractuelle.

Prenez note que le délai d'envoi de référence de l'avis préalable est de quarante-huit (48) heures (jours ouvrables) dans chaque bureau, conformément à la section 2.1.4, « Service d'émission de traites bancaires pour la Gendarmerie royale du Canada », de l'énoncé des travaux. Toutefois, dans l'éventualité où le soumissionnaire a besoin d'un délai plus court ou plus long dans certaines succursales précises, il devra l'indiquer pour chaque bureau ministériel visé.

Remarque : On peut trouver les adresses de chaque bureau ministériel indiqué ci-dessous à l'appendice 2 de l'annexe A – Bureaux ministériels.

	Bureau	Frais par traite bancaire pour la 1 ^{re} année	Frais par traite bancaire pour la 2 ^e année	Frais par traite bancaire pour la 3 ^e année	Frais par traite bancaire pour la 4 ^e année	Frais par traite bancaire pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par traite bancaire pour la 2 ^e année d'option
1	Surrey						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
2	Vancouver						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
3	Fredericton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
4	Halifax						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
5	Cornwall						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
6	Kitchener						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
7	London						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
8	Markham						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
9	Milton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
10	Newmarket						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
11	Sault Ste. Marie						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
12	Toronto						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
13	Vanier						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
14	Stoney Creek						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
15	Montréal						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
16	Regina						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

C. Frais de récupération des commandes d'espèces

Frais fermes tout compris par tranche de 1000\$ d'espèces commandées à un centre de distribution. Ces frais de transaction tout compris doivent tenir compte de tous les traitements nécessaires énoncés à la section 2.1.3.1, « Autre service : récupération des commandes d'espèces », de l'énoncé des travaux. Le receveur général (RG) a la pleine liberté de décider si on fera appel ou non à ce service.

Les soumissionnaires doivent préciser l'adresse des divers centres de distribution où sera offerte la récupération des commandes d'espèces, ainsi que les frais de transaction fermes tout compris par bureau et par période contractuelle.

	Bureau	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
2	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
3	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
4	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
5	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
6	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
7	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
8	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

9							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
10							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
11							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
12							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Aux fins de l'évaluation des soumissions et de la sélection de l'entrepreneur ou, selon le cas, des entrepreneurs seulement, le prix évalué d'une soumission sera déterminé conformément au barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - prix évalué le plus bas

1. Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable

2. Critères d'évaluation

Aux fins de l'évaluation, le prix évalué le plus bas sera basée seulement sur les frais associés aux commandes d'espèces.

L'évaluation financière sera effectuée au cas par cas, basée sur chaque bureau ministériel. Aux fins de l'évaluation, les frais proposés par le soumissionnaire pour un bureau donné seront la somme des frais indiqués pour le bureau en question, y compris les périodes d'option.

Parmi les soumissions recevables, jusqu'à trois (3) contrats seront recommandées **par bureau donné** en vue de l'attribution de contrats. Ces recommandations seront fondées sur les trois (3) soumissions les moins coûteuses par bureau donné.

Si deux soumissions recevables ou plus ont le même prix évalué le plus bas, la soumission recevable ayant obtenue la moyenne du plus bas prix pour tous les emplacements pour lesquels une soumission a été reçue sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

Remarque : Chaque bureau ministériel pourrait choisir la succursale d'un entrepreneur pour les commandes d'espèces ou émission de traites bancaires, et ce, pour chaque transaction. Ce choix reposera sur le coût total pour l'administration fédérale (y compris le contrat et les frais de transaction) et d'autres facteurs opérationnels (tels que la proximité, délai d'envoi exigé de l'avis préalable, les heures et la facilité d'accès).

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4

CRITÈRES TECHNIQUES

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les soumissions doivent satisfaire à tous les critères techniques obligatoires indiqués ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.

Les soumissions qui ne satisfont pas à tous les critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables. Chaque critère technique obligatoire devrait être traité séparément.

Critères techniques obligatoires (TO)		
Aux fins du critère technique obligatoire TO1, l'expérience du soumissionnaire et ses sous-traitants, partenaires et fournisseurs sera prise en considération.		
Le soumissionnaire		
Numéro	Critère technique obligatoire	Instructions concernant la préparation des soumissions
TO1	Le soumissionnaire doit être un membre de l'association canadienne des paiements (ACP) ou une société coopérative de crédit locale, affiliée à une centrale qui est elle-même membre de l'ACP.	Le soumissionnaire doit fournir une preuve de son adhésion à l'ACP (ou une preuve de l'adhésion de la centrale avec qui il est affilié). Il suffit de présenter un certificat d'adhésion, un numéro de membre ou une lettre d'acceptation fournie par l'ACP.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

1.3 Pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations comprises dans la pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations préalables à l'attribution du contrat, devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

1.4 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission les attestations comprises dans la pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations exigées avec la soumission, dûment remplies.

**PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 5
ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT**

1. Contenu canadien

1.1 Clause du Guide des CCUA A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien

1.2 Attestation du contenu canadien

A3055T :

Cet achat est limité aux produits canadiens et aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() les services offerts sont des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES

1. Capacité financière

Clause du Guide des CCUA, A9033T(2012-07-16), Capacité financière.

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux, à l'Annexe A.

1.1 Destination des Services

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale de la comptabilité, Gestion bancaire et Rémunération
Direction des accords bancaires
Phase III, Place du Portage
11 rue Laurier
Gatineau, Québec, K1A 0S5
Canada

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2035 (2014-09-25), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.2 Conditions générales supplémentaires

4008 (2008-12-12), Information personnel, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.3 Clauses du Guide des CCUA

A9122C (2008-05-12), Protection de la sécurité des données stockées dans bases de données.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

La période du contrat est du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2019 inclusivement.

3.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) de une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quinze (15) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

3.3 Option de prolongation du contrat- Période de transition

L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis en vertu du contrat exige la continuité et qu'il peut être nécessaire d'ajouter une période de transition à la fin du contrat. L'entrepreneur accepte que le Canada puisse, à sa discrétion, prolonger le contrat d'une période de quatre (4) mois selon les mêmes conditions afin d'assurer la transition nécessaire. L'entrepreneur accepte que, durant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de Paiement.

L'autorité contractante avisera l'entrepreneur de la prolongation du contrat en lui faisant parvenir un avis écrit au moins quinze (15) jours civils avant la date d'expiration du contrat. La prolongation sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

3.4. Résiliation avec avis de trente jours

1. Le Canada se réserve le droit de résilier à n'importe quel moment le contrat, en tout ou en partie, en donnant un avis écrit de trente (30) jours civils à l'entrepreneur.
2. Suite à cette résiliation, le Canada paiera uniquement les coûts engagés pour les services rendus et acceptés par le Canada avant la date de la résiliation. Malgré toute autre disposition du contrat, aucun autre coût résultant de la résiliation ne sera payé à l'entrepreneur.

4. Responsables

4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Karen Marcotte
Agente contractuelle
Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada
11, rue Laurier, Place du Portage, Phase III, Tour C, Gatineau, Québec, K1A 0S5
Téléphone : (819) 956-8165
Télécopieur : (819) 956-2675
Courriel : karen.marcotte@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat sera déterminé à l'octroi du contrat.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

4.3 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat sera déterminé à l'octroi du contrat

Avis à l'intention du soumissionnaire: Si le soumissionnaire retenu a fourni (selon l'article 3 de la Partie 2) de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), le texte intégral de la clause A3025C (2013-03-21) du Guide des CCUA, Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires, fera partie du contrat subséquent à titre d'article 6 et les articles ci-dessous seront renumérotés en conséquence.

5. Paiement

5.1 Base de paiement

5.1.1 Prix de lot ferme

Pour les travaux décrits dans l'énoncé des travaux à l'annexe A :

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix de lot ferme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

5.1.2 Garantie des travaux minimums

1. Dans cette clause :
 - Valeur maximale du contrat signifie la somme indiquée dans le contrat à la clause Limitation des dépenses; et
 - Valeur minimale du contrat signifie un montant fixe de 300.00\$.
2. L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans le contrat, au fur et à mesure de la demande de la part du Canada, et ce durant toute la période du contrat. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3 de cette clause. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

5.1.3 Limitations des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____\$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes sont en sus, si applicables.

5.2 Méthode de paiement

Guide des CCUA, H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel, pour les travaux décrits dans l'énoncé des travaux à l'annexe A.

5.3 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client
A9116C (2007-11-30), T1204 Information à transmettre par l'entrepreneur

5.4 Vérification discrétionnaire

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes.

6. Instructions relatives à la facturation

6.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé "Présentation des factures" des conditions générales. Aucune facture ne peut être présentée avant que tous les travaux y figurant n'aient été exécutés et les factures contiennent toutes les informations pertinentes afin de procéder à une vérification.

6.2 Les factures doivent être distribuées comme suit:

(a) L'original et un exemplaire doivent être envoyés à l'autorité de projet identifié dans la section Autorités du contrat aux fins d'attestation et de paiements.

(b) Un exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée dans la section Autorités du contrat.

7. Attestations

7.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.2 Clauses du guide des CCUA

A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

8. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4008 (2008-12-12), Information personnelle;
- c) les conditions générales 2035 (2014-09-25), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

10. Ressortissants étrangers

Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

11. Assurances

Clause du Guide des CCUA G1005C (2008-05-12), Assurances

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. APERÇU

1.1 Introduction et contexte

En tant que receveur général (RG) du Canada, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux gère les opérations du Trésor fédéral, notamment les rentrées et les sorties de fonds fédéraux enregistrées dans le Trésor. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) regroupe la gestion des services bancaires de l'administration fédérale afin d'obtenir des institutions financières (IF) du Canada les tarifs les plus concurrentiels.

Dans le présent énoncé des travaux (EDT), le RG souhaite obtenir les services ci-dessous pour le compte de certains ministères et organismes fédéraux.

1.1.1 Service de traitement de commandes d'espèces de grande valeur

Certains ministères et organismes fédéraux nécessitent de grandes quantités d'espèces pour répondre à leurs besoins opérationnels. En règle générale, une commande d'espèces de grande valeur se situerait entre 5 000 \$ et 300 000 \$. Toutefois, il est possible que le montant de certaines commandes soit inférieur ou supérieur selon les besoins. Seuls trois ministères et organismes fédéraux peuvent effectuer ce type de commande : 1) le ministère de la Défense nationale (MDN), 2) la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et 3) l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

1.1.2 Service d'émission de traites bancaires pour la Gendarmerie royale du Canada

La GRC requiert également un service lui permettant d'obtenir des traites bancaires. Dans de tels cas, plutôt qu'une commande d'espèces, une traite bancaire serait remise à un représentant de la GRC à l'ordre d'un bénéficiaire préalablement désigné par la GRC.

1.2 Objectif

Conclure jusqu'à trois (3) contrats par **bureau donné** avec des institutions financières (IF), ci-après appelé « entrepreneur », pour la prestation de services de traitement de commandes d'espèces de grande valeur et d'émission de traites bancaires destinés aux bureaux de certains ministères et organismes fédéraux. Les services requis seront offerts par les succursales de l'institution financière de l'entrepreneur se trouvant à proximité des bureaux des ministères et organismes fédéraux demandeurs.

1.2.1 Sélection d'une institution financière (IF)

Chaque bureau ministériel pourrait choisir la succursale d'un entrepreneur pour les commandes d'espèces ou émission de traites bancaires, et ce, pour chaque transaction. Ce choix reposerait sur le coût total pour l'administration fédérale (y compris le contrat et les frais de transaction) et d'autres facteurs opérationnels (tels que la proximité, délai d'envoi exigé de l'avis préalable, les heures et la facilité d'accès).

1.3 Définitions

Reportez-vous à l'*appendice 1 de l'annexe A – Définitions* pour connaître la définition de certains termes employés dans le présent EDT.

1.4 Ententes en vigueur

À l'heure actuelle, les services de traitement de commandes d'espèces et d'émission de traites bancaires sont fournis par trois IF canadiennes. Les contrats arrivent à échéance le 30 juin 2015.

1.5 Renseignements statistiques

Les statistiques connues sur l'historique des montants des commandes d'espèces figurent à l'*appendice 3 de l'annexe A – Historique des montants des commandes d'espèces*.

De plus, une prévision des montants et des volumes requis figure à l'*appendice 4 de l'annexe A – Prévision des montants et des volumes de commandes d'espèces et de traites bancaires pour les périodes de contrat et d'option*. Bien que les prévisions concernant les montants et les volumes aient été établies avec le plus grand soin, rien ne garantit qu'elles se concrétisent. Tous les calculs sont effectués de bonne foi à des fins d'information uniquement; en aucun cas les prévisions ne doivent être interprétées comme une représentation des volumes ou des montants exigés pour ce service.

2.0 Exigences en matière de services

2.1.1 Exigences générales en matière de services

L'entrepreneur doit fournir les services suivants :

- i. Dresser et tenir à jour une liste de ses représentants auprès desquels les commandes d'espèces et de traites bancaires peuvent être passées;
- ii. Obtenir les listes des représentants autorisés des ministères et les cartes de signature et les gérer conjointement avec les bureaux ministériels conformément aux exigences indiquées à la section 2.1.2, « Représentants autorisés des ministères et cartes de signature »;
- iii. Fournir des services de traitement de commandes d'espèces conformément aux exigences indiquées à la section 2.1.3, « Commandes d'espèces de grande valeur »;
- iv. Fournir un service d'émission de traites bancaires pour les bureaux de la GRC conformément aux exigences indiquées à la section 2.1.4, « Service d'émission de traites bancaires pour la Gendarmerie royale du Canada ».

2.1.2 Représentants autorisés des ministères et cartes de signature

La ou les principales personnes-ressources de chacun des ministères, organismes et bureaux ministériels doivent être indiquées avant le début des travaux stipulés au contrat. Ces personnes ressources doivent avoir le pouvoir de désigner le personnel autorisé des ministères, qui sera le seul autorisé à prendre possession des espèces et des traites bancaires. Les représentants autorisés des ministères doivent être nommés par chaque bureau ministériel. Les cartes de signature seront exigées dans les succursales de l'entrepreneur afin de confirmer l'identité des représentants autorisés des ministères. Afin de gérer ce processus, l'entrepreneur doit :

- i. Obtenir de chaque bureau ministériel une liste des représentants autorisés du ministère;
- ii. Obtenir de chaque bureau ministériel les cartes de signature de chacun des représentants autorisés du ministère;

- iii. Tenir à jour les listes des représentants autorisés des ministères et les cartes de signature à la demande des personnes-ressources, pour chaque ministère, organisme ou bureau ministériel.

2.1.3 Commandes d'espèces de grande valeur

Les commandes d'espèces de grande valeur seront passées en fonction des besoins. L'entrepreneur doit traiter les commandes d'espèces conformément à la procédure qui suit :

- i. Les bureaux ministériels participants enverront à la succursale de l'IF de l'entrepreneur qui les sert un avis préalable d'au moins quarante-huit (48) heures (jours ouvrables) avant l'heure souhaitée de la récupération. Sur l'avis préalable doivent figurer l'identité du représentant autorisé chargé de la récupération des espèces de même que le montant, la devise, les coupures et l'heure approximative de la récupération.
 - a. Prenez note que, dans chaque bureau, le délai d'envoi de référence de l'avis préalable est de quarante-huit (48) heures.
- ii. Au jour convenu pour la récupération, le représentant autorisé du ministère présentera un chèque du receveur général (RG) dont le montant correspondra à celui de la commande d'espèces à la succursale de l'IF de l'entrepreneur. Le bénéficiaire indiqué sur le chèque doit être le représentant autorisé du ministère qui effectue la récupération de la commande d'espèces.
- iii. Le bénéficiaire doit endosser le chèque en présence d'un représentant de l'entrepreneur. Le représentant de l'entrepreneur doit comparer la signature de l'endosseur (le bénéficiaire) avec celle figurant sur les cartes de signature fournies par l'entrepreneur conformément à la section 2.1.2, « Représentants autorisés des ministères et cartes de signature ».
- iv. Le représentant de l'entrepreneur doit demander à voir une pièce d'identité du ministère portant la signature et la photo du bénéficiaire. Le représentant de l'entrepreneur doit ensuite inscrire le numéro de cette pièce d'identité avec photo au dos du chèque du RG.
- v. Une fois la pièce d'identité vérifiée, l'entrepreneur remet les espèces au représentant autorisé du ministère.
- vi. L'entrepreneur compense ensuite le chèque selon la procédure courante afin d'obtenir les fonds équivalant à la valeur de la commande d'espèces.

2.1.3.1 Autre service : récupération des commandes d'espèces

Le service décrit à la présente section est un service à valeur ajoutée demandé par le RG.

Le RG est à la recherche d'un service potentiel de traitement des commandes d'espèces en dehors du réseau de succursales de l'IF. La majeure partie des commandes d'espèces seront traitées dans ce réseau de succursales, comme il est indiqué à la section 2.1.3, mais le RG est à la recherche d'autres solutions qui lui permettraient de récupérer des commandes d'espèces dans des centres de distribution de l'IF. Les bureaux ministériels auraient la liberté de faire appel ou non à ce service. La prestation de ce service se ferait conformément à la procédure générale qui suit :

- i. Un avis préalable (le délai aura été établi à l'avance) précisant le montant, la devise, les coupures et la date de la récupération devrait être transmis à l'entrepreneur.
- ii. Le bureau ministériel devrait verser une somme équivalente à la valeur de la commande d'espèces en recourant à un mécanisme de financement déterminé à l'avance et convenu par les deux parties (p. ex. un chèque ou un dépôt direct).
- iii. L'entrepreneur rendrait les espèces récupérables au centre de distribution désigné au moment indiqué dans l'avis préalable.
- iv. Le bureau ministériel prendrait les dispositions nécessaires auprès d'une entreprise utilisant des fourgons blindés pour récupérer les espèces au centre de distribution de l'entrepreneur. En

conséquence, l'entrepreneur n'aurait pas la responsabilité de prendre les dispositions nécessaires au transport.

Le RG a la pleine liberté de décider si on fera appel ou non à ce service et, le cas échéant, pour quels bureaux ministériels. Il est possible que les bureaux ministériels aient recours aux centres de distribution ainsi qu'aux succursales normales d'une IF afin de procéder à la récupération d'une commande d'espèces, c'est-à-dire que les commandes de moindre importance pourraient être traitées par l'intermédiaire d'une succursale bancaire, tandis que les commandes de grande valeur seraient récupérées à une succursale ou à un centre de distribution défini. Le RG ne renonce pas à son droit de demander une soumission concurrentielle pour ces services.

2.1.4 Service d'émission de traites bancaires pour la Gendarmerie royale du Canada

Les commandes de traites bancaires pour les bureaux de la GRC seront passées en fonction des besoins. L'entrepreneur doit traiter les commandes de traites bancaires conformément à la procédure qui suit :

- i. Les bureaux ministériels participants enverront à la succursale de l'IF de l'entrepreneur qui les sert un avis préalable d'au moins quarante-huit (48) heures (jours ouvrables) avant l'heure souhaitée de la récupération. Sur l'avis préalable doivent figurer l'identité du représentant autorisé chargé de la récupération de la traite, le nom du bénéficiaire de même que le montant, la devise et l'heure approximative de la récupération de la traite. Prenez note que le nom du bénéficiaire sur la traite bancaire peut ou non être le même que le nom du représentant autorisé du ministère tenu de la récupérer.
 - a. Prenez note que, dans chaque bureau, le délai d'envoi de référence de l'avis préalable est de quarante-huit (48) heures.
- ii. Au jour convenu pour la récupération, le représentant autorisé du ministère présentera un chèque du receveur général (RG) dont le montant correspond à celui de la traite bancaire à la succursale de l'IF de l'entrepreneur. Le bénéficiaire indiqué sur le chèque doit être le représentant autorisé du ministère qui effectue la récupération de la traite bancaire.
- iii. Le bénéficiaire doit endosser le chèque en présence d'un représentant de l'entrepreneur. Le représentant de l'entrepreneur doit comparer la signature de l'endosseur (le bénéficiaire) avec celle figurant sur les cartes de signature fournies par l'entrepreneur conformément à la section 2.1.2, « Représentants autorisés des ministères et cartes de signature ».
- iv. Le représentant de l'entrepreneur doit demander à voir une pièce d'identité du ministère portant la signature et la photo du bénéficiaire. Le représentant de l'entrepreneur doit ensuite inscrire le numéro de cette pièce d'identité avec photo au dos du chèque du RG.
- v. Une fois la pièce d'identité vérifiée, l'entrepreneur remet la traite bancaire au représentant autorisé du ministère.
- vi. L'entrepreneur compense ensuite le chèque selon la procédure courante afin d'obtenir les fonds équivalant à la valeur de la traite bancaire.

3.0 Autres exigences

3.1 Futurs besoins opérationnels

La manière dont le RG mène ses activités est susceptible de changer avec le temps, au fil de l'élaboration de nouveaux modes de prestation de services et de l'amélioration des technologies. Il est possible que le Canada souhaite avoir recours aux services facultatifs décrits à l'article 1.1 du contrat. Le responsable de projet peut demander à l'entrepreneur de présenter des solutions novatrices en matière de technologies et de services pendant la période visée par le contrat et les années d'option en

vue d'améliorer le service à la clientèle et de réduire les coûts. Inversement, l'entrepreneur peut présenter de son propre chef de telles solutions au responsable de projet. Après une entente mutuelle entre le responsable de projet et l'entrepreneur, toute nouvelle solution de ce type qui sera approuvée ne sera mise en œuvre que si l'on ajoute au contrat une modification officielle signée. . Le RG ne renonce pas à son droit de demander une soumission concurrentielle pour les services facultatifs. Les services facultatifs peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, le financement de commandes d'espèces ou de traites bancaires par l'intermédiaire du dépôt direct ou du virement bancaire plutôt que par l'échange de chèques du RG, ou encore l'ajout de ministères, d'organismes ou de bureaux ministériels supplémentaires.

ANNEXE A, APPENDICE 1

DÉFINITIONS

Les définitions suivantes s'appliquent au présent EDT et peuvent avoir un sens différent dans d'autres contextes.

<u>Bureau ministériel</u> :	Bureau d'un ministère ou d'un organisme fédéral désigné comme un établissement qui requiert des services de traitement de commandes d'espèces ou d'émission de traites bancaires.
<u>Jour ouvrable</u> :	Toute journée du lundi au vendredi, sauf les jours fériés nationaux, comme le précisent les définitions de l'Association canadienne des paiements (ACP). Les jours fériés régionaux et municipaux sont considérés comme des jours ouvrables.
<u>Principale personne-ressource du ministère</u> :	Personne-ressource déterminée à l'avance, qui a le pouvoir d'autoriser des modifications aux listes des représentants autorisés du ministère.
<u>Représentant autorisé du ministère</u> :	Employé d'un ministère qui a reçu de la principale personne-ressource du ministère en question l'autorisation de récupérer des espèces et des traites bancaires. L'entrepreneur conserve une carte de signature valide de cet employé dans ses dossiers.

**ANNEXE A, APPENDICE 2
BUREAUX MINISTÉRIELS**

I. Bureaux et bases du Ministère de la Défense nationale (MDN) :

Base ou bureau du MDN	Ville	Province	Adresse
BFC Calgary (Centre d'entraînement SOFT Wainwright)	Denwood	Alb.	Denwood (Alberta) T0B 1B0
BFC Cold Lake	Cold Lake	Alb.	Cold Lake (Alberta) T9M 2C6
BFC Edmonton	Lancaster Park	Alb.	Edmonton (Alberta) T5J 4J5
BFC Comox	Lazo	C.-B.	Lazo (Colombie-Britannique) V0R 2K0
Forces maritimes du Pacifique (QG)	Victoria	C.-B.	BFC Esquimalt, Victoria (Colombie-Britannique) V9A 7N2
BFC Shilo	Shilo	Man.	Gunner Road, Shilo (Manitoba) R0K 2A0
BFC Winnipeg	Westwin	Man.	Wihuri Road, Winnipeg (Manitoba) R3J 3Y5
BFC Gagetown	Oromocto	N.-B.	Oromocto (Nouveau-Brunswick) E2V 4J5
SFC St. John's	St. John's	T.-N.-L.	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1C 6B5
BFC Greenwood	Greenwood	N.-É.	Greenwood (Nouvelle-Écosse) B0P 1N0
Forces maritimes de l'Atlantique (QG)	Halifax	N.-É.	Sextant Lane, Halifax (Nouvelle-Écosse)
QGDN Yellowknife	Yellowknife	T.N.-O.	Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 1N3
BFC Trenton	Astra	Ont.	Yukon St, Astra (Ontario) K0K 3W0
BFC Borden	Borden	Ont.	Borden (Ontario) L0M 1C0
BFC North Bay	North Bay	Ont.	Hornell Heights (Ontario) P0H 1P0
COMFOSCAN (Dwyer Hill)	Carleton Place	Ont.	Richmond (Ontario) K0A 2Z0
USFC Ottawa/QG du COMFOSCAN à Ottawa	Centre-ville d'Ottawa	Ont.	Ottawa (Ontario) K1A 0K2
BFC Kingston	Kingston	Ont.	Mercury Cres, BFC Kingston, Kingston (Ontario)
BFC Petawawa	Petawawa	Ont.	Menin Road, Petawawa (Ontario)
Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne	Toronto	Ont.	Toronto (Ontario) M3K 0A1
BFC Bagotville	Alouette	Qué.	Alouette (Québec) G0V 1A0
BFC Valcartier	Courcelette	Qué.	Courcelette (Québec) G0A 4Z0
BFC St-Jean	Saint-Jean-sur-Richelieu	Qué.	Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J0J 1R0

II. Bureaux de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) :

<u>Ville</u>	<u>Adresse (bureaux de la GRC)</u>	<u>Province</u>
Surrey	14200, route Green Timbers	C.-B.
Vancouver	657, 37 ^e avenue Ouest	C.-B.
Fredericton	1445, rue Regent	N.-B.
Halifax	3139, rue Oxford	N.-É.
Cornwall	501, chemin Tollgate Est	Ont.
Kitchener	17, place Executive	Ont.
London	130, avenue Dufferin	Ont.
Markham	3389, avenue Steeles Est	Ont.
Milton	2755 Highpoint Drive	Ont.
Newmarket	345 Harry Walker Parkway S.	Ont.
Sault Ste. Marie	22, rue Bay, 2 ^e étage	Ont.
Toronto	Aéroport international Pearson	Ont.
Vanier	155, avenue McArthur	Ont.
Stoney Creek	777, autoroute 8	Ont.
Montréal	4225, boul. Dorchester O (Westmount)	Qué.
Regina	6101, avenue Dewdney	Sask.

III. Bureaux de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) :

<u>Ville</u>	<u>Province</u>	<u>Adresse</u>
Calgary	Alb.	2588, 27 ^e rue Nord-Est, T1Y 7G1
Vancouver	C.-B.	1611, rue Main, n° 412, V6A 2W5
Winnipeg	Man.	269, rue Main, R3C 1B3
Halifax	N.-É.	1969, rue Upper Water, tour Purdy's Wharf II, B3J 3R7
Cornwall	Ont.	501, chemin Tollgate Est, K6J 5C6
Lansdowne	Ont.	662, autoroute 137, K0E 1L0
Mississauga	Ont.	1980, boul. Matheson Est, L4W 5N3
Niagara Falls	Ont.	6080, chemin Mcleod, L2G 7T4
Ottawa	Ont.	2265, boul. St-Laurent, K1G 4K3
Windsor	Ont.	2500, avenue Ouellette, N8X 1L4
Montréal	Qué.	400, place D'Youville, H2Y 2C2
Regina	Sask.	1871, rue Hamilton, S4P 3W5

ANNEXE A, APPENDICE 3
HISTORIQUE DES MONTANTS DES COMMANDES D'ESPÈCES

L'historique des montants des commandes d'espèces de l'exercice courant et des exercices précédents du gouvernement du Canada est présenté ci-dessous, lorsque les données sont connues. Prenez note qu'aucune donnée historique n'est disponible dans les cas des traites bancaires de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et des commandes d'espèces de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), car ces services correspondent à de nouveaux besoins.

I. Commandes d'espèces du Ministère de la Défense nationale (MDN) :

Base ou bureau du MDN	Ville	Prov.	Avril 2 013	Mai 20 13	Juin 20 13	Juillet 2 013	Août 2 013	Sept. 2 013	Oct. 20 13	Nov. 2 013	Déc. 2 013	Janv. 2 014	Févr. 2 014	Mars 2 014
BFC Calgary (Centre d'entraînement SOFT Wainwright)	Denwood	Alb.	62 854 \$			50 000 \$			50 000 \$				100 000 \$	
BFC Cold Lake	Cold Lake	Alb.				40 000 \$		20 000 \$		20 000 \$		20 000 \$	20 000 \$	
BFC Edmonton	Lancaster Park	Alb.		552 800 \$			146 245 \$		170 380 \$	105 607 \$		125 000 \$	104 940 \$	
BFC Comox	Lazo	C.-B.				45 000 \$				25 000 \$				
Forces maritimes du Pacifique (QG)	Victoria	C.-B.	328 000 \$	204 500 \$	1 154 540 \$	2 088 500 \$	227 000 \$	40 000 \$		111 000 \$	116 500 \$		95 000 \$	
BFC Shilo	Shilo	Man.		139 000 \$	80 000 \$				30 000 \$				80 000 \$	
BFC Winnipeg	Westwin	Man.		50 000 \$	50 000 \$		50 000 \$		50 000 \$		50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
BFC Gagetown	Oromocto	N.-B.	120 000 \$	120 000 \$	240 000 \$	240 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	240 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$
SFC St. John's	St. John's	T.-N.-L.	22 000 \$					25 000 \$				20 000 \$		
BFC Greenwood	Greenwood	N.-É.		10 000 \$						5 856 \$				
Forces maritimes de l'Atlantique (QG)	Halifax	N.-É.		180 000 \$		382 960 \$		382 960 \$	50 000 \$	20 000 \$	100 000 \$		180 000 \$	172 500 \$
QGDN Yellowknife	Yellowknife	T.N.-O.	700 000 \$		1 100 000 \$				600 000 \$			600 000 \$	500 000 \$	600 000 \$
BFC Trenton	Astra	Ont.		300 000 \$		200 000 \$					100 000 \$		100 000 \$	

BFC Borden	Borden	Ont.	60 000 \$	160 00 0 \$	100 000 \$	230 000 \$		60 000 \$	220 00 0 \$	50 000 \$	100 00 0 \$	300 000 \$		160 000 \$
BFC North Bay	North Bay	Ont.	6 000 \$	6 000 \$	6 000 \$	7 000 \$				6 000 \$			12 000 \$	
COMFOSCA N (Dwyer Hill)	Carleton Place	Ont.	61 000 \$	600 00 0 \$	300 000 \$								765 000 \$	
USFC Ottawa /QG du COMFOSCA N à Ottawa	Centre-ville d'Ottawa	Ont.	230 00 0 \$	195 00 0 \$	480 711 \$	210 000 \$	70 000 \$	135 000 \$	60 000 \$	120 00 0 \$	90 000 \$	205 000 \$		45 000 \$
BFC Kingston	Kingston	Ont.				120 000 \$				120 00 0 \$				
BFC Petawawa	Petawawa	Ont.					200 00 0 \$					150 000 \$		
Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne	Toronto	Ont.				24 000 \$	17 200 \$	9 000 \$		13 670 \$			13 685 \$	
BFC Bagotville	Alouette	Qué.	11 000 \$		25 000 \$	40 000 \$				15 000 \$				
BFC Valcartier	Courcellette	Qué.		272 14 2 \$	90 000 \$		250 00 0 \$						130 000 \$	
BFC St-Jean	Saint-Jean-sur-Richelieu	Qué.	400 00 0 \$	300 00 0 \$	275 000 \$		455 00 0 \$	225 000 \$	375 00 0 \$	525 00 0 \$		550 000 \$	380 000 \$	265 000 \$

Base ou bureau du MDN	Ville	Prov.	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	Oct. 2014	Nov. 2014	Déc. 2014	Janv. 2015	Févr. 2015	Mars 2015
BFC Calgary (Centre d'entraînement SOFT Wainwright)	Denwood	Alb.		100 00 0 \$										
BFC Cold Lake	Cold Lake	Alb.	20 000 \$		60 000 \$	20 000 \$			20 000 \$	20 000 \$				
BFC Edmonton	Lancaster Park	Alb.	104 57 5 \$		205 00 0 \$		80 000 \$	86 000 \$	101 37 0 \$		76 225 \$			
BFC Comox	Lazo	C.-B.			25 000 \$									

Forces maritimes du Pacifique (QG)	Victoria	C.-B.		121 30 0 \$	127 85 0 \$	342 500 \$	120 000 \$		204 50 0 \$					
BFC Shilo	Shilo	Man.			55 000 \$			25 000 \$		20 000 \$				
BFC Winnipeg	Westwin	Man.	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$		50 000 \$	50 000 \$	75 000 \$		90 000 \$			
BFC Gagetown	Oromocto	N.-B.	120 00 0 \$	120 00 0 \$	240 00 0 \$	120 000 \$	120 000 \$	270 000 \$		150 00 0 \$	150 00 0 \$			
SFC St. John's	St. John's	T.-N.-L.			25 000 \$									
BFC Greenwood	Greenwood	N.-É.							20 000 \$					
Forces maritimes de l'Atlantique (QG)	Halifax	N.-É.	175 00 0 \$			175 000 \$	93 131 \$	75 000 \$	100 00 0 \$	100 00 0 \$	160 00 0 \$			
QGDN Yellowknife	Yellowknife	T.N.-O.			500 00 0 \$				500 00 0 \$					
BFC Trenton	Astra	Ont.		145 00 0 \$		180 000 \$	240 000 \$	100 000 \$	30 000 \$		40 000 \$			
BFC Borden	Borden	Ont.		250 00 0 \$		325 000 \$		200 000 \$	200 00 0 \$					
BFC North Bay	North Bay	Ont.			6 000 \$		15 000 \$				5 300 \$			
COMFOSCAN (Dwyer Hill)	Carleton Place	Ont.		375 00 0 \$		280 000 \$		500 000 \$		400 00 0 \$				
USFC Ottawa /QG du COMFOSCAN à Ottawa	Centre-ville d'Ottawa	Ont.	430 00 0 \$			100 000 \$	150 000 \$	65 000 \$	150 00 0 \$	154 00 0 \$				
BFC Kingston	Kingston	Ont.			120 00 0 \$		100 000 \$							
BFC Petawawa	Petawawa	Ont.		300 00 0 \$					100 00 0 \$					
Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne	Toronto	Ont.					10 000 \$	12 650 \$	15 985 \$		14 500 \$			
BFC Bagotville	Alouette	Qué.	210 00 0 \$	80 000 \$					30 000 \$					

BFC Valcartier	Courcellette	Qué.		200 000 \$			75 000 \$	150 000 \$						
BFC St-Jean	Saint-Jean-sur-Richelieu	Qué.	225 000 \$	175 000 \$	275 000 \$	205 000 \$	225 000 \$	400 000 \$	325 000 \$	450 000 \$	100 000 \$			

II. Commandes d'espèces de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) :

Ville	Pro v.	Avril 2013	Mai 2013	Juin 2013	Juillet 2013	Août 2013	Sept. 2013	Oct. 2013	Nov. 2013	Déc. 2013	Janv. 2014	Févr. 2014	Mars 2014
Surrey	C.-B.												
Vancouver	C.-B.	732 500 \$			1 141 239 \$			731 000 \$	1 190 400 \$		520 194 \$		
Fredericton	N.-B.	Sans objet, nouveau bureau ministériel											
Halifax	N.-É.						25 000 \$						
Cornwall	Ont.												
Kitchener	Ont.												
London	Ont.	105 000 \$			30 168 \$			76 287 \$			200 000 \$		
Markham	Ont.	8 437 \$	161 018 \$			335 000 \$	5 940 \$		36 801 \$		122 865 \$		100 000 \$
Milton	Ont.		206 848 \$				152 514 \$						
Newmarket	Ont.	26 427 \$	25 017 \$		11 293 \$	39 000 \$		16 074 \$	12 036 \$	21 884 \$	28 000 \$	17 000 \$	21 000 \$
Sault Ste. Marie	Ont.												
Toronto	Ont.												
Vanier	Ont.	64 786 \$		38 367 \$			106 014 \$	4 412 \$	12 620 \$		40 252 \$		
Stoney Creek	Ont.												
Montréal	Qué.												
Regina	Sask.	Sans objet, nouveau bureau ministériel											

<u>Ville</u>	<u>Pro v.</u>	<u>Avril 20 14</u>	<u>Mai 201 4</u>	<u>Juin 201 4</u>	<u>Juillet 20 14</u>	<u>Août 20 14</u>	<u>Sept. 20 14</u>	<u>Oct. 20 14</u>	<u>Nov. 20 14</u>	<u>Déc. 20 14</u>	<u>Janv. 20 15</u>	<u>Févr. 20 15</u>	<u>Mars 20 15</u>
Surrey	C.- B.												
Vancouver	C.- B.			3 245 131 \$	1 020 000 \$		83 050 \$	35 000 \$					
Fredericton	N.- B.	Sans objet, nouveau bureau ministériel											
Halifax	N.- É.												
Cornwall	Ont.												
Kitchener	Ont.												
London	Ont.	4 300 \$					87 446 \$						
Markham	Ont.		23 000 \$	345 949 \$		432 463 \$	127 468 \$	390 000 \$	17 361 \$				
Milton	Ont.		119 745 \$				161 041 \$						
Newmarket	Ont.	46 000 \$		13 000 \$	17 000 \$	58 000 \$	4 000 \$	7 000 \$	37 000 \$				
Sault Ste. Marie	Ont.												
Toronto	Ont.												
Vanier	Ont.	537 456 \$	262 305 \$		69 125 \$			76 932 \$					
Stoney Creek	Ont.							113 931 \$	90 666 \$				
Montréal	Qué .												
Regina	Sas k.	Sans objet, nouveau bureau ministériel											

ANNEXE A, APPENDICE 4

PRÉVISION DES MONTANTS ET DES VOLUMES DE COMMANDES D'ESPÈCES ET DE TRAITES BANCAIRES POUR LES PÉRIODES DE CONTRAT ET D'OPTION

Voici un résumé des prévisions statistiques pour la première période de quatre (4) années du contrat et pour deux (2) périodes d'option d'une année chacune. Les prévisions portent sur les montants annuels des commandes d'espèces et des traites bancaires par bureau ministériel.

Bien que les prévisions concernant les volumes aient été établies avec le plus grand soin, rien ne garantit qu'elles se concrétiseront. Tous les calculs sont effectués de bonne foi à des fins d'information uniquement; en aucun cas les prévisions ne doivent être interprétées comme une représentation des montants en espèces ou en traites bancaires qui seront exigés par les ministères et organismes.

I. Commandes d'espèces du Ministère de la Défense nationale (MDN) :

Base ou bureau du MDN	Ville	Province	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	Option 1	Option 2
BFC Calgary (Centre d'entraînement SOFT Wainwright)	Denwood	Alb.	240 000 \$	240 000 \$	240 000 \$	240 000 \$	240 000 \$	240 000 \$
BFC Cold Lake	Cold Lake	Alb.	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$
BFC Edmonton	Lancaster Park	Alb.	1 100 000 \$	1 100 000 \$	1 100 000 \$	1 100 000 \$	1 100 000 \$	1 100 000 \$
BFC Comox	Lazo	C.-B.	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$
Forces maritimes du Pacifique (QG)	Victoria	C.-B.	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$
BFC Shilo	Shilo	Man.	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$
BFC Winnipeg	Westwin	Man.	550 000 \$	550 000 \$	550 000 \$	550 000 \$	550 000 \$	550 000 \$
BFC Gagetown	Oromocto	N.-B.	1 800 000 \$	1 800 000 \$	1 800 000 \$	1 800 000 \$	1 800 000 \$	1 800 000 \$
SFC St. John's	St. John's	T.-N.-L.	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$
BFC Greenwood	Greenwood	N.-É.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Forces maritimes de l'Atlantique (QG)	Halifax	N.-É.	1 300 000 \$	1 300 000 \$	1 300 000 \$	1 300 000 \$	1 300 000 \$	1 300 000 \$
QGDN Yellowknife	Yellowknife	T.N.-O.	2 500 000 \$	2 500 000 \$	2 500 000 \$	2 500 000 \$	2 500 000 \$	2 500 000 \$
BFC Trenton	Astra	Ont.	1 000 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$
BFC Borden	Borden	Ont.	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$
BFC North Bay	North Bay	Ont.	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$
COMFOSCAN (Dwyer Hill)	Carleton Place	Ont.	1 900 000 \$	1 900 000 \$	1 900 000 \$	1 900 000 \$	1 900 000 \$	1 900 000 \$
USFC Ottawa	Centre-ville d'Ottawa	Ont.	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$	1 400 000 \$
BFC Kingston	Kingston	Ont.	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$
BFC Petawawa	Petawawa	Ont.	430 000 \$	430 000 \$	430 000 \$	430 000 \$	430 000 \$	430 000 \$
Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne	Toronto	Ont.	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$
BFC Bagotville	Alouette	Qué.	350 000 \$	350 000 \$	350 000 \$	350 000 \$	350 000 \$	350 000 \$
BFC Valcartier	Courcelette	Qué.	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$	750 000 \$
BFC St-Jean	Saint-Jean-sur-Richelieu	Qué.	3 600 000 \$	3 600 000 \$	3 600 000 \$	3 600 000 \$	3 600 000 \$	3 600 000 \$

II. Commandes d'espèces de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) :

<u>Ville</u>	<u>Prov.</u>	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	Option 1	Option 2
Surrey	C.-B.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Vancouver	C.-B.	490 000 \$	500 000 \$	510 000 \$	520 000 \$	530 000 \$	540 000 \$
Fredericton	N.-B.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Halifax	N.-É.	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$
Cornwall	Ont.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Kitchener	Ont.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
London	Ont.	290 000 \$	300 000 \$	310 000 \$	320 000 \$	330 000 \$	340 000 \$
Markham	Ont.	1 500 000 \$	1 550 000 \$	1 600 000 \$	1 650 000 \$	1 700 000 \$	1 750 000 \$
Milton	Ont.	325 000 \$	335 000 \$	345 000 \$	355 000 \$	365 000 \$	375 000 \$
Newmarket	Ont.	270 000 \$	280 000 \$	290 000 \$	300 000 \$	310 000 \$	320 000 \$
Sault Ste. Marie	Ont.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Toronto	Ont.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Vanier	Ont.	1 000 000 \$	1 050 000 \$	1 100 000 \$	1 150 000 \$	1 200 000 \$	1 250 000 \$
Stoney Creek	Ont.	200 000 \$	210 000 \$	220 000 \$	230 000 \$	240 000 \$	250 000 \$
Montréal	Qué.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Regina	Sask.	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$

III. Commandes de traites bancaires de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) :

<u>Ville</u>	<u>Prov.</u>	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	Option 1	Option 2
Surrey	C.-B.	6	6	6	6	6	6
Vancouver	C.-B.	6	6	6	6	6	6
Fredericton	N.-B.	6	6	6	6	6	6
Halifax	N.-É.	6	6	6	6	6	6
Cornwall	Ont.	6	6	6	6	6	6
Kitchener	Ont.	6	6	6	6	6	6
London	Ont.	6	6	6	6	6	6
Markham	Ont.	6	6	6	6	6	6
Milton	Ont.	6	6	6	6	6	6
Newmarket	Ont.	6	6	6	6	6	6
Sault Ste. Marie	Ont.	6	6	6	6	6	6
Toronto	Ont.	6	6	6	6	6	6
Vanier	Ont.	6	6	6	6	6	6
Stoney Creek	Ont.	6	6	6	6	6	6
Montréal	Qué.	6	6	6	6	6	6
Regina	Sask.	6	6	6	6	6	6

IV. Commandes d'espèces de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) :

Ville	Province	1^{re} année	2^e année	3^e année	4^e année	Option 1	Option 2
Calgary	Alb.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Vancouver	C.-B.	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$
Winnipeg	Man.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Halifax	N.-É.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Cornwall	Ont.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Lansdowne	Ont.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Mississauga	Ont.	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$
Niagara Falls	Ont.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Ottawa	Ont.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Windsor	Ont.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Montréal	Qué.	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$
Regina	Sask.	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

A- Période du contrat : 1er juillet 2015 au 30 juin 2019

Durant la période du contrat, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour les travaux exécutés en vertu du contrat.

Coût total estimatif avec limite de dépense- Période du contrat: _____ \$

B - Option de prolongation du contrat

Durant la période de prolongation du contrat précisée ci-dessous, l'entrepreneur sera payé tel que précisé ci-dessous pour effectuer tous les travaux relatifs à la période de prolongation du contrat.

B.1 - Période 1 de prolongation du contrat : 1er juillet 2019 au 30 juin 2020

Coût total estimatif avec limite de dépense - Période 1 de prolongation du contrat: _____ \$

B.2 - Période 2 de prolongation du contrat : 1er juillet 2020 au 30 juin 2021

Coût total estimatif avec limite de dépense - Période 2 de prolongation du contrat: _____ \$

1.0 Frais associés aux commandes d'espèces

Frais fermes tout compris par tranche de 1 000 \$ d'espèces commandées par le bureau ministériel. Ces frais tout compris doivent tenir compte de tous les traitements nécessaires à chaque commande d'espèces.

I. Bureaux et bases du ministère de la Défense nationale (MDN) :

	Bureau ou base	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1	BFC Calgary (Centre d'entraînement SOFT Wainwright)						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
2	BFC Cold Lake						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
3	BFC Edmonton						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
4	BFC Comox						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
5	Forces maritimes du Pacifique (QG)						
	Adresse de la succursale de l'IF :						

6	BFC Shilo						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
7	BFC Winnipeg						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
8	BFC Gagetown						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
9	SFC St. John's						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
10	BFC Greenwood						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
11	Forces maritimes de l'Atlantique (QG)						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
12	QGDN Yellowknife						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
13	BFC Trenton						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
14	BFC Borden						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
15	BFC North Bay						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
16	COMFOSCAN (Dwyer Hill)						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
17	USFC Ottawa						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
18	BFC Kingston						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
19	BFC Petawawa						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
20	Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
21	BFC Bagotville						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
22	BFC Valcartier						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
23	BFC St-Jean						
	Adresse de la succursale de l'IF :						

II. Bureaux de la Gendarmerie royale du Canada (GRC)

	Bureau	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1	Surrey						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
2	Vancouver						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
3	Fredericton						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
4	Halifax						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
5	Cornwall						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
6	Kitchener						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
7	London						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
8	Markham						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
9	Milton						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
10	Newmarket						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
11	Sault Ste. Marie						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
12	Toronto						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
13	Vanier						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
14	Stoney Creek						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
15	Montréal						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
16	Regina						
	Adresse de la succursale de l'IF :						

III. Bureaux de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) :

	Bureau	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1	Calgary						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
2	Vancouver						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
3	Winnipeg						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
4	Halifax						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
5	Cornwall						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
6	Lansdowne						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
7	Mississauga						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
8	Niagara Falls						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
9	Ottawa						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
10	Windsor						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
11	Montréal						
	Adresse de la succursale de l'IF :						
12	Regina						
	Adresse de la succursale de l'IF :						

2.0 Frais associés à l'émission des traites bancaires

Frais de transaction fermes tout compris par traite bancaire commandée par un bureau de la GRC, indépendamment du montant de la traite. Ces frais tout compris doivent tenir compte de tous les traitements nécessaires à chaque traite bancaire.

	Bureau	Frais par traite bancaire pour la 1 ^{re} année	Frais par traite bancaire pour la 2 ^e année	Frais par traite bancaire pour la 3 ^e année	Frais par traite bancaire pour la 4 ^e année	Frais par traite bancaire pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par traite bancaire pour la 2 ^e année d'option
1	Surrey						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
2	Vancouver						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
3	Fredericton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
4	Halifax						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
5	Cornwall						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
6	Kitchener						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
7	London						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
8	Markham						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
9	Milton						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
10	Newmarket						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
11	Sault Ste. Marie						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
12	Toronto						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
13	Vanier						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
14	Stoney Creek						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

15	Montréal						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
16	Regina						
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

3.0 Frais de récupération d'une commande d'espèces

Frais de transaction fermes tout compris par tranche de 1000\$ d'espèces commandées à un centre de distribution.. Ces frais de transaction tout compris doivent tenir compte de tous les traitements nécessaires énoncés à la section 2.1.3.1, « Autre service : récupération des commandes d'espèces », de l'énoncé des travaux. Le receveur général (RG) a la pleine liberté de décider si on fera appel ou non à ce service facultatif.

	Bureau	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 3 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 4 ^e année	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 1 ^{re} année d'option	Frais par tranche de 1 000 \$ pour la 2 ^e année d'option
1							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
2							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
3							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
4							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
5							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
6							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
7							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						

8							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
9							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
10							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
11							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						
12							
	Adresse de la succursale de l'IF proposée :						